

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mercredi 27 Août 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

RTS. FMI : LA DETTE PUBLIQUE RÉVISÉE À 118,8 % DU PIB

La capitale sénégalaise a accueilli cette semaine Édouard Gemayel, à la tête d'une délégation du Fonds monétaire international (FMI), pour une mission qualifiée de « spéciale » par le représentant du FMI lui-même. Objectif : éclaircir les conclusions du rapport de la Cour des comptes publié à la mi-février et examiner les implications d'une dette publique sous-estimée depuis l'ancienne administration. Une dette révisée à la hausse après l'audit international. Selon l'audit indépendant réalisé par le cabinet Forvis Mazars, la dette du gouvernement central, initialement évaluée à 74,4 % du PIB fin 2023, s'élève en réalité à 111 %. Fin 2024, elle a atteint 118,8 % du PIB, soit près de 6 à 7 milliards de dollars additionnels, représentant environ 25 % du PIB. « Comme le rapport de la Cour des comptes le dit très clairement, il y a eu une décision consciente de sous-estimer ce stock de la dette pendant les années précédentes », a déclaré Édouard Gemayel sur RFI, confirmant l'ampleur du défi qui attend les autorités actuelles.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/fmi-la-dette-publique-revisee-a-1188-du-pib>

LE SOLEIL. Gestion de la dette: le FMI salue les efforts de transparence du Sénégal

Une mission du Fonds monétaire international (Fmi), conduite par Edward Gemayel, a séjourné au Sénégal du 19 au 26 août pour discuter des suites à donner aux conclusions de la Cour des comptes sur les fausses déclarations budgétaires. À l'issue de la visite, le chef de mission a salué « l'engagement des autorités en faveur de la transparence et de la responsabilité budgétaire », tout en soulignant l'ampleur des défis à relever. Selon le FMI, la réconciliation des données opérée par le cabinet Forvis Mazars a révélé que la dette publique représentait 111 % du PIB fin 2023, contre 74,4 % précédemment annoncé. Fin 2024, ce ratio a encore progressé à 118,8 % du PIB. La mission a examiné avec le gouvernement un ensemble de mesures correctives, parmi lesquelles la centralisation de la gestion de la dette, le renforcement du Comité national de la dette publique et l'audit des arriérés de paiement lancé en juillet. Elle recommande également la mise en place d'une base de données unique sur la dette et la consolidation progressive des comptes bancaires sous le Compte unique du Trésor.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/gestion-de-la-dette-le-fmi-salue-les-efforts-de-transparence-du-senegal/>

LE SOLEIL. Croissance record au Sénégal : un nouveau partenariat avec le FMI en ligne de mire

Une mission du Fonds monétaire international (FMI), conduite par Edward Gemayel, a séjourné à Dakar du 19 au 26 août 2025 pour examiner la situation budgétaire du Sénégal et discuter des suites à donner au rapport de la Cour des comptes publié le



12 février 2025. Une question majeure a dominé les discussions : quelles sont les implications, sur la dette, des cas de fausses déclarations révélés dans la gestion des finances publiques, notamment par le rapport de la Cour des comptes ? Selon l'audit réalisé par le cabinet international Forvis Mazars, le stock de la dette publique a été révisé de 74,4 % à 111 % du PIB fin 2023, en raison de passifs non divulgués. Fin 2024, il s'élevait à 118,8 % du PIB. Face à ce constat, le Sénégal et le FMI ont engagé des discussions pour corriger ces failles, selon un communiqué publié sur le site de l'institution. La mission a rencontré plusieurs responsables sénégalais, dont le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba, le ministre d'État Ahmadou Al Aminou Lo et le secrétaire général du gouvernement, Boubacar Camara.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/croissance-record-au-senegal-un-nouveau-partenariat-avec-le-fmi-en-ligne-de-mire/>

SENEWEB. Croissance de 12% au Sénégal au 1er trimestre : Le Fmi «applaudit», mais...

Malgré les difficultés budgétaires auxquelles le Sénégal fait face actuellement, la croissance du pays semble bien se porter. Selon le Fmi qui vient de boucler sa mission à Dakar ce mardi, l'économie sénégalaise a fait preuve de résilience. Sa croissance s'est accélérée pour atteindre 12,1% en glissement annuel au premier trimestre 2025. Cette performance a été portée par la forte expansion du secteur des hydrocarbures suite au démarrage de la production des champs de Sangomar et de Gta. Le Fmi souligne cependant, que la croissance hors hydrocarbures reste modérée à 3,1% en glissement annuel. Cela reflète les difficultés persistantes du secteur de la construction en raison des arriérés de paiement et des difficultés structurelles des industries chimiques.

https://seneweb.com/fr/news/5/croissance-de-12-au-senegal-au-1er-trimestre-le-fmi-applaudit-mais_n_466233.html

LE SOLEIL. Le FMI prêt à soutenir le plan de relance économique du Sénégal

Le Fonds monétaire international (Fmi) se dit prêt à soutenir le Sénégal dans la mise en œuvre d'un ambitieux programme de réformes économiques et sociales. C'est ce qu'a indiqué Edward Gemayel, chef de la mission de l'institution de Bretton Woods, qui a séjourné à Dakar du 19 au 26 août 2025. La visite, qui faisait suite au rapport de la Cour des comptes de février 2025, a permis d'évaluer la situation de la dette et de discuter des mesures correctives avec les autorités sénégalaises. « Le Fmi est disposé à accompagner le Sénégal dans la conception d'un agenda de réformes cohérent avec la Vision 2050 et le Plan de relance économique et sociale », a déclaré M. Gemayel. Quatre priorités ont été identifiées par les autorités et validées par la mission : renforcer la transparence budgétaire, relancer les secteurs stratégiques, développer le capital humain et améliorer la résilience face aux chocs climatiques. Ces réformes visent à consolider la stabilité macroéconomique et promouvoir une croissance durable.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/le-fmi-pret-a-soutenir-le-plan-de-relance-economique-du-senegal/>

AGENCE ECOFIN. Sénégal : le FMI temporise avant de statuer sur l'affaire de la dette cachée



Plongé dans l'affaire de la dette cachée, Dakar tente de rassurer le FMI, qui tempore avant toute décision. Entre plan de relance national, recours accru au marché régional et rebasage du PIB, l'équation budgétaire reste délicate. Le Fonds monétaire international (FMI) attend encore des garanties de Dakar avant de se prononcer sur l'affaire de la dette cachée qui secoue le Sénégal. La mission conduite par Edward Gemayel, en visite à Dakar du 19 au 26 août, a salué les efforts de transparence entrepris par les autorités, mais les discussions autour des mesures correctives doivent se poursuivre « dans les prochaines semaines » avant qu'un dossier complet ne soit présenté au Conseil d'administration du FMI.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/2708-130969-senegal-le-fmi-temporise-avant-de-staturer-sur-l-affaire-de-la-dette-cachee>

SIKA FINANCE. Sénégal/ FMI : Des réformes préconisées à la place d'un décaissement immédiat

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-fmi-des-reformes-preconisees-a-la-place-dun-decaissement-immediat_54673

SENEWEB. Mission au Sénégal : Le FMI livre ses conclusions

Une équipe du Fonds Monétaire International (FMI), dirigée par M. Edward Gemayel, a séjourné au Sénégal du 19 au 26 août 2025 pour discuter de mesures correctives suite au rapport de la Cour des comptes publié le 12 février 2025. Cette mission, visant à aborder la mauvaise déclaration de données financières sur 2019-2023, a également permis d'examiner la situation de la dette et d'échanger sur un potentiel nouveau programme soutenu par le FMI. À l'issue de la visite, M. Gemayel a salué l'engagement des autorités : « L'équipe du FMI a félicité les autorités sénégalaises pour leur engagement en faveur de la transparence et de la responsabilité fiscales, suite à la divulgation d'une importante mauvaise déclaration survenue au cours des dernières années. » Il a ajouté que « des discussions productives ont eu lieu sur des mesures correctives visant à renforcer la transparence dans la gestion des finances publiques, à garantir des rapports fiables sur l'exécution budgétaire et à préserver la durabilité fiscale », ciblant les problèmes systémiques identifiés dans le rapport de la Cour des comptes. L'audit de Forvis Mazars a révélé une révision significative de la dette : « Les autorités ont révisé le stock de la dette du gouvernement central de [74,4] % à 111,0 % du PIB fin 2023, principalement en raison de passifs non divulgués.

https://seneweb.com/fr/news/5/mission-au-senegal-le-fmi-livre-ses-conclusions_n_466235.html

RTS. DE TOKYO À PARIS : LE PRÉSIDENT BASSIROU DIOMAYE FAYE, INVITÉ D'HONNEUR DU MEDEF CE 27 AOUT

Le Président Bassirou Diomaye Faye a quitté le Japon ce mardi pour Paris, où il participera à une rencontre d'envergure avec les chefs d'entreprises du MEDEF, prévue le 27 août 2025. Le Président de la République Son Excellence Bassirou Diomaye Faye a quitté le Japon aujourd'hui pour se rendre en France. À Paris, le Chef de l'État prendra part, en qualité d'invité spécial, à la rencontre des entrepreneurs français organisée par le MEDEF et prévue ce mercredi 27 août 2025. À la fin de sa visite officielle au Japon dans le cadre de la TICAD 9 et de la Journée du Sénégal à l'Expo universelle Osaka-Kansai 2025, le président Bassirou Diomaye Faye a salué l'accueil du peuple



japonais et réaffirmé l'engagement du Sénégal à renforcer une coopération bilatérale vieille de 65 ans, fondée sur le respect et le développement partagé.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/de-tokyo-a-paris-le-president-bassirou-diomaye-faye-invite-dhonneur-du-medef-ce-27-aout>

LE SOLEIL. Bonne gouvernance : le Sénégal franchit un pas décisif

Le Sénégal vient d'opérer un tournant majeur dans sa quête de transparence et de probité publique. Réunis en session extraordinaire, les députés ont adopté deux projets de loi : l'un sur l'accès à l'information, l'autre sur la déclaration de patrimoine. Des textes portés par le ministre de la Justice, Ousmane Diagne, et largement salués comme un pas décisif dans la consolidation de la démocratie et de l'État de droit. Le projet de loi sur l'accès à l'information a été approuvé à l'unanimité. Il consacre un droit fondamental pour les citoyens : celui d'obtenir des informations auprès des institutions publiques et organismes assujettis. « Le droit à l'information ne peut être effectif que si l'information est disponible et accessible », a insisté Ousmane Diagne, soulignant que les administrations disposent désormais d'un délai maximum de cinq jours pour répondre aux demandes formulées par les usagers.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/bonne-gouvernance-le-senegal-franchit-un-pas-decisif/>

LEJECOS. Sénégal : Baisse de l'activité du secteur secondaire en juin 2025

Selon la Direction de la prévision et des études économiques (Dpee) au mois de juin 2025, une contraction de 3,6% de l'activité du secteur secondaire a été notée, suite aux contreperformances de la construction (-18,4%), de la fabrication de produits agro-alimentaires (3,4%), du « sciage et rabotage du bois » (-41,3%), de la « fabrication de ciment et d'autres matériaux de construction » (-14,4%) et du « raffinage du pétrole et cokéfaction » (-9,1%). Toutefois, note la même source, une bonne tenue de l'activité a été relevée dans la « production et distribution d'électricité et de gaz » (+10,8%) et les activités extractives (+0,4%), notamment celles hors hydrocarbures (+16,7%). Sur un an, souligne la Dpee, le secteur secondaire a crû de 19,0%, à la faveur essentiellement des activités extractives (+154,3%), particulièrement la production d'hydrocarbures (+339,1%).

https://www.lejecos.com/Senegal-Baisse-de-l-activite-du-secteur-secondaire-en-juin-2025_a29440.html

SUD QUOTIDIEN. Souveraineté énergétique : 140 milliards d'économies attendues dès 2026

À compter de l'année 2026, le Sénégal entend approvisionner l'ensemble de ses centrales électriques en gaz domestique, mettant ainsi un terme définitif aux importations de combustibles. Cette transition stratégique devrait générer annuellement près de 140 milliards de francs CFA d'économies, constituant ainsi une avancée décisive sur la voie de la souveraineté énergétique. Le Sénégal s'engage dans une nouvelle étape de son développement énergétique : l'abandon progressif du fuel lourd et du gasoil au profit du gaz naturel issu de ses propres ressources. Selon les projections officielles, cette substitution représenterait environ 213 millions d'euros d'économies chaque année. L'annonce, faite le 21 août dernier par le Premier ministre Ousmane Sonko, s'inscrit dans une démarche politique claire visant à assurer



durablement l'indépendance énergétique nationale. Concrètement, il s'agit de garantir la sécurité de l'approvisionnement électrique grâce à l'exploitation des gisements gaziers sénégalais.

<https://www.sudquotidien.sn/souverainete-energetique-140-milliards-deconomies-attendues-des-2026/>

SENEWEB. Le pétrole booste le secteur extractif sénégalais, mais souligne un besoin urgent de diversification

Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), la production des industries extractives au Sénégal a enregistré une hausse spectaculaire de 67,7 % sur les cinq premiers mois de 2025, dopée par le démarrage de l'extraction pétrolière. Le mois de mai 2025 a marqué un pic avec une progression de 60,3 %, confirmant le rôle central du pétrole comme moteur clé de l'économie nationale. Cependant, cette dynamique ne profite pas à l'ensemble du secteur. Les minerais métalliques ont reculé de 4,8 %, et d'autres branches extractives ont chuté de 14,2 %. Ce déséquilibre révèle des fragilités structurelles et une dépendance croissante à une ressource unique, le pétrole, qui masque les faiblesses des autres filières.

https://seneweb.com/fr/news/5/le-petrole-booste-le-secteur-extractif-senegalais-mais-souligne-un-besoin-urgent-de-diversification_n_466188.html

SENEWEB. BTP : quand les coûts s'envolent et bousculent le chantier de la croissance

Depuis le début de l'année 2025, les coûts de construction au Sénégal montrent une progression régulière, avec l'indice IBTP qui passe de 103 au premier trimestre à 103,9 au deuxième trimestre. Cette évolution traduit une hausse constante par rapport à la fin de 2024, reflétant la pression grandissante sur le secteur du bâtiment et des travaux publics. La dynamique s'explique en grande partie par l'augmentation des prix des matériaux de construction, importés ou produits localement, et par une demande soutenue portée par les projets d'infrastructures publiques et privées. Les promoteurs et entrepreneurs ressentent directement cette tension, qui peut influencer sur la rentabilité des chantiers et la planification des projets à moyen terme. Ce contexte met en lumière un défi majeur pour l'économie nationale, celui de concilier ambition d'urbanisation et maîtrise des coûts. Les investissements dans le logement, les routes ou les équipements publics, essentiels au développement, doivent désormais composer avec un environnement où la volatilité des prix peut transformer des budgets prévisionnels en véritables casse-têtes financiers.

https://seneweb.com/fr/news/5/btp-quand-les-couts-senvolent-et-bousculent-le-chantier-de-la-croissance_n_466270.html

SENEWEB. 15 300 milliards F CFA, le mobile money redéfinit la finance sénégalaise

Les 15 300 milliards F CFA de transactions enregistrés en 2025 ne traduisent pas seulement l'essor d'un secteur financier, mais un changement profond dans le rapport des Sénégalais à l'argent. Chaque opération sur mobile money devient un acte de bancarisation informelle, révélant un usage citoyen de la finance qui échappe aux circuits traditionnels. Cette adoption massive transforme le quotidien économique et social, en instaurant des pratiques nouvelles dans les paiements, l'épargne et la circulation des fonds. Au-delà des chiffres, cette dynamique redessine les liens entre



individus et institutions. La confiance se déplace des banques et des structures classiques vers des plateformes numériques, qui deviennent des infrastructures invisibles de solidarité et d'échange.

https://www.seneweb.com/fr/news/Economie/15-300-milliards-f-cfa-le-mobile-money-redefinit-la-finance-senegalaise_n_466170.html

AGENCE ECOFIN. Le numérique africain en panne d'énergie électrique : un frein au développement

Riche en opportunités numériques, le continent africain voit pourtant son essor freiné par un déficit énergétique persistant. Malgré l'adoption rapide des technologies, l'accès limité à l'électricité entrave l'innovation et réduit les bénéfices du numérique. Environ 600 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité, ce qui représente près de la moitié de la population du continent et plus de 80 % du déficit mondial d'accès à l'électricité, selon le groupe des Nations Unies pour le développement durable (UNSDG). Les quelques populations qui bénéficient de l'énergie électrique subissent également des coupures fréquentes. Cette situation est exacerbée par des réseaux électriques vieillissants, des investissements insuffisants et une gestion inefficace des ressources énergétiques.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/2708-130968-le-numerique-africain-en-panne-d-energie-electrique-un-frein-au-developpement>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

JEUNE AFRIQUE. Au Sénégal, le FMI reconnaît les efforts de « transparence budgétaire »

Au terme d'une mission à Dakar, l'institution internationale s'est déclarée prête à soutenir le pays pour « mettre en place un calendrier ambitieux de réformes ». Le Fonds monétaire international (FMI) a reconnu les efforts du gouvernement sénégalais en termes de transparence quant à l'état des finances publiques du pays. La mission du FMI au Sénégal était très attendue alors que l'institution avait suspendu ses décaissements pour avoir, selon elle, des réponses et des engagements de la part des nouvelles autorités. Le responsable de l'équipe du FMI, Edward Gemayel, a souligné « la volonté des autorités sénégalaises d'avancer sur la transparence budgétaire », ajoutant dans un communiqué avoir eu l'occasion d'échanger sur « les mesures correctives visant à renforcer la transparence, s'assurer de rapports fiables relatifs à l'exécution budgétaire et pour préserver la soutenabilité budgétaire ».

<https://www.jeuneafrique.com/1717210/politique/au-senegal-le-fmi-reconnait-les-efforts-de-transparence-budgetaire/>

RFI AFRIQUE. France-Sénégal : les enjeux de la rencontre entre Emmanuel Macron et Bassirou Diomaye Faye à Paris



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

À Paris, le président français Emmanuel Macron reçoit, mercredi 27 août au Palais de l'Élysée, son homologue sénégalais Bassirou Diomaye Faye. Une visite officielle qui doit donner le ton d'un nouveau chapitre dans les relations entre la France et le Sénégal. La rencontre débutera mercredi 27 août à 8h30 par l'accueil du président sénégalais à l'Élysée par [Emmanuel Macron](#). Elle intervient dans un contexte particulier : celui d'un rééquilibrage des relations entre la France et l'Afrique, marqué au [Sénégal](#) par la fermeture des dernières bases militaires françaises il y a deux mois. Selon l'entourage de [Bassirou Diomaye Faye](#), « aucune question ne sera taboue ». Au menu des discussions : le dossier mémoriel de Thiaroye. À Dakar, on réclame depuis longtemps que la [France](#) livre l'intégralité de ses archives militaires et judiciaires sur le massacre de décembre 1944.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20250826-france-s%C3%A9n%C3%A9gal-les-enjeux-de-la-rencontre-entre-emmanuel-macron-et-bassirou-diomaye-faye-%C3%A0-paris>

JEUNE AFRIQUE. Au Sénégal, l'Assemblée adopte une loi pour protéger les lanceurs d'alerte

L'Assemblée nationale sénégalaise a voté, mardi 26 août, un texte qui protège les lanceurs d'alerte, parmi trois autres lois visant à renforcer la transparence dans le pays. Le [Sénégal](#) a adopté mardi 26 août une loi pour protéger les lanceurs d'alerte afin de renforcer la transparence et la bonne gouvernance dans le pays, une promesse des nouvelles autorités arrivées au pouvoir en avril 2024. Le Sénégal devient ainsi le premier pays subsaharien francophone à se doter d'une telle loi, selon la Plateforme de protection des lanceurs d'alerte en Afrique (PPLAAF). Le texte, adopté mardi 26 août par les députés, prévoit de protéger les personnes qui, dans le cadre de leurs activités professionnelles, signalent ou divulguent des informations portant sur un crime, un délit financier ou un préjudice pour l'intérêt général, selon un rapport parlementaire.

<https://www.jeuneafrique.com/1717238/politique/au-senegal-lassemblee-adopte-une-loi-pour-protoger-les-lanceurs-dalerte/>

DABA FINANCE. Le Nigeria et le Sénégal se tournent vers le redressement du PIB pour réduire leurs ratios d'endettement

Le Nigeria a achevé le rebasage de son produit intérieur brut (PIB) en juillet, tandis que le Sénégal, le Congo et le Gabon sont en train de mettre à jour leurs calculs, rejoignant ainsi une liste croissante d'économies africaines utilisant cet outil statistique pour refléter l'évolution de leurs structures économiques et alléger leurs ratios d'endettement. Le rebasage du PIB consiste à modifier l'année de base des comptes nationaux afin d'inclure des secteurs nouveaux ou précédemment sous-estimés, tels que les services numériques ou l'économie informelle. La mise à jour se traduit généralement par une augmentation du PIB, ce qui réduit les ratios dette/PIB et les ratios de déficit.

<https://www.dabafinance.com/fr/nouvelles/Indicateurs-de-la-dette-du-PIB-africain>

RFI AFRIQUE. À Dakar, sauver la baie de Hann de l'asphyxie

La capitale sénégalaise, côté pile, incarne le décor idyllique des cartes postales : corniche qui surplombe l'océan Atlantique, plages animées et surfeurs. Mais côté face, la réalité de Dakar est toute autre. La baie de Hann est massivement polluée. Elle s'étend sur 20 kilomètres à l'est de la capitale et abrite : le port de Dakar, des quartiers



de pêcheurs et une vaste zone industrielle. Autrefois appréciée des habitants et des **visiteurs** pour ses eaux calmes et ses plages de sable fin, la baie est aujourd'hui envahie par les **ordures** : 65% des déchets industriels et 35% des déchets ménagers de Dakar y sont déversés. Pollution maximum, danger pour la **santé**. Un nouveau projet de dépollution, lancé en 2018, avance doucement. Une grosse station d'épuration devrait être achevée l'an prochain, et tout le réseau d'assainissement repensé.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/grand-reportage/20250827-%C3%A0-dakar-sauver-la-baie-de-hann-de-l-asphyxie>

CAPMAD. TICAD 2025 : Le Japon va investir 5 milliards USD en Afrique

Le Japon confirme son engagement stratégique en Afrique et dans la région de l'océan Indien avec un investissement majeur de 5 milliards USD destiné à la création et au développement d'une nouvelle zone économique. Ce projet ambitieux vise à renforcer les liens économiques, commerciaux et géopolitiques entre le Japon, l'Afrique et les pays riverains de l'océan Indien. Une initiative stratégique pour dynamiser l'économie régionale. Cette nouvelle zone économique « Océan Indien-Afrique » a pour objectif principal de stimuler le développement économique des pays concernés. Notamment, en favorisant les échanges commerciaux, les investissements directs étrangers ainsi que la création d'emplois locaux.

<https://www.capmad.com/fr/economie-fr/ticad-2025-le-japon-va-investir-5-milliards-usd-en-afrique/>

LE POINT AFRIQUE. Faut-il suspendre les élections présidentielles pour sauver la démocratie en Afrique ?

TRIBUNE. Des présidents à vie aux constitutions taillées sur mesure : Adrien Poussou, homme politique centrafricain, propose un moratoire de dix ans sans présidentielle pour relancer la démocratie. Au lendemain de la colonisation, les pays africains ont expérimenté différentes formes d'État – des systèmes unitaires centralisés aux fédérations, voire aux unions – sans pour autant rompre avec l'héritage le plus lourd : celui de l'Ancien Régime, où le roi concentrait tous les pouvoirs en tant que représentant de Dieu sur terre. Ce modèle, balayé par les révolutions européennes, fut pourtant transposé dans les colonies africaines : l'administrateur colonial cumulait les fonctions exécutives, législatives et judiciaires, sans jamais avoir de comptes à rendre, surtout pas aux colonisés.

https://www.lepoint.fr/afrique/faut-il-suspendre-les-elections-presidentielles-pour-sauver-la-democratie-en-afrique-26-08-2025-2596998_3826.php

LE MONDE AFFRIQUE. Le dangereux coup de force de Donald Trump contre la Fed

En annonçant le limogeage « avec effet immédiat » de Lisa Cook, une gouverneure de la banque centrale des Etats-Unis, Donald Trump remet en cause l'indépendance de cette institution, pilier essentiel de la stabilité économique américaine et mondiale. Depuis son arrivée à la Maison Blanche, Donald Trump a entrepris de se débarrasser méthodiquement de tous ceux qui menacent de se mettre en travers de sa route, quels que soient leur fonction ou leur rang. Adversaires politiques, soutiens déçus, juges, universitaires, médias, avocats, fonctionnaires fédéraux en ont fait les frais. Lundi 25 août, le président des Etats-Unis a décidé de s'attaquer à l'un des membres du conseil



des gouverneurs de la Réserve fédérale (Fed) des Etats-Unis, le conseil d'administration de la banque centrale américaine, chargé de décider de la politique monétaire de la première puissance économique du monde.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/08/27/le-dangereux-coup-de-force-de-donald-trump-contre-la-fed_6636354_3232.html

LE JOURNAL ECONOMIQUE .« Bruxelles sacrifie 4 milliards pour l'OTAN » : le projet Rail Baltica accusé de masquer un couloir militaire sous prétexte de connectivité européenne

Le projet Rail Baltica, visant à relier les mers Baltique, Noire et Égée, promet de redéfinir la connectivité européenne tout en renforçant la sécurité régionale. Le projet Rail Baltica est l'un des plus ambitieux en matière de transport en Europe de l'Est. Destiné à relier les mers Baltique, Noire et Égée, il vise à transformer la connectivité régionale tout en jouant un rôle crucial dans la reconstruction de l'Ukraine. Avec une échéance fixée à 2030, l'initiative est perçue comme un pivot stratégique pour l'ensemble du continent européen. Son avancement repose sur des financements conséquents et une coopération transnationale. Analysons les différentes facettes de ce projet titanesque et les implications qu'il pourrait avoir sur le futur géopolitique et économique de la région.

<https://www.lejournaleconomique.com/2025/08/27/bruxelles-sacrifie-4-milliards-pour-lotan-le-projet-rail-baltica-accuse-de-masquer-un-couloir-militaire-sous-pretexte-de-connectivite-europeenne/>

ZONE BOURSE. L'instabilité politique inquiète le président du Medef

Le président du Medef, Patrick Martin, s'est inquiété mercredi d'un risque accru d'instabilité engendré par la décision de François Bayrou de demander un vote de confiance le 8 septembre et d'une situation politique "désolante" en France qui s'inscrit dans un panorama général déjà "assez préoccupant" pour les entreprises. Le pari du Premier ministre, même s'il a le mérite "d'appeler un chat un chat" aux yeux du patron des patrons, "surajoute dans l'esprit des entrepreneurs à ce climat d'incertitude qui n'est pas bon pour l'économie", a dit Patrick Martin sur franceinfo. "Ça suffit, on ne joue pas avec l'économie", a-t-il ajouté en estimant que "la tonalité" n'était déjà pas "très joyeuse", avec une "croissance atone", un marché de l'emploi "en train de se retourner" et des investissements en berne depuis trois ans.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/l-instabilite-politique-inquiete-le-president-du-medef-ce7c50deda8af724>



